

## **Manifeste de la Commune Blockchain**

### *Sauver la démocratie grâce à Internet et la Blockchain*

Nos pratiques politiques sont anachroniques. L'humanité dispose désormais d'Internet, un réseau interactif et décentralisé, deux qualités essentielles à la démocratie. 29 000 Gigaoctets de données sont produites chaque seconde sur Internet. Pourtant, nos institutions politiques n'ont pas su se réinventer. En 2018, "chaque citoyen transmet à la collectivité cinq bits d'information à chaque élection"<sup>i</sup>, et une infime minorité détient toujours le pouvoir de déterminer notre sort commun. Le problème n'est pas seulement que tout le monde ne participe pas ; nombreux sont ceux à n'avoir ni le temps ni l'envie de se consacrer aux décisions politiques, et il serait illusoire de croire qu'il en sera autrement demain.

Le problème vient davantage du fait que notre système incite les citoyens à ne pas prendre part au débat politique. Ils n'ont aucun pouvoir, et dès lors, à quoi bon consacrer du temps à s'informer sur des problèmes toujours plus nombreux et complexes, que de surcroît ils ne pourront résoudre. C'est problématique, car il n'existe pas d'autre solution qu'une participation citoyenne plus étendue pour mettre fin à ce cercle vicieux ; moins les citoyens participent, moins ils sont renseignés sur les enjeux qui les entourent, et plus il est facile de justifier leur absence de pouvoir politique. De nombreuses études ont montré que le meilleur moyen d'améliorer les connaissances des citoyens était justement de les laisser prendre part aux décisions politiques<sup>ii</sup>. Il serait pourtant illusoire de penser que nous pourrions du jour au lendemain transformer des citoyens politiquement apathiques en décideurs éclairés. C'est pourquoi il faut inciter et habituer les citoyens à jouer un rôle plus important dans leur communauté. La démocratie liquide le permet.

Techniquement, la démocratie liquide est possible. Puisque l'ensemble des citoyens ne peut ni ne veut participer à l'ensemble des décisions politiques, la technologie permet de déléguer son vote à une personne de confiance. Par exemple, en déléguant son vote sur les questions scientifiques à un chercheur, le citoyen peut récupérer son vote à tout moment si les choix du délégué s'avèrent finalement en contradiction avec ses idées. Tous deux sont libres. Le représenté conserve son pouvoir, sans avoir besoin d'être expert ou disponible pour l'ensemble des votes.

En pratique, les institutions politiques contemporaines sont tellement sclérosées qu'une évolution prochaine semble utopique. Cette impuissance politique du citoyen pourrait être supportable si nous ne traversions pas une conjonction de crises inédite. L'ampleur des défis à relever rend nécessaire une révolution de nos pratiques politiques.

L'ensemble des pays, démocratiques ou non, semble impuissant face aux trois crises de notre époque : crise écologique, crise économique, et crise des libertés civiles. Écologiquement tout d'abord, l'humanité est à l'origine d'une crise sans précédent depuis l'extinction des dinosaures, un véritable "anéantissement biologique"<sup>iii</sup>. Les pays riches n'assument que 3% des coûts environnementaux mondiaux depuis 1961, alors qu'ils ont généré près de 42% de la dégradation environnementale. Simultanément, l'inégale répartition des richesses a atteint son paroxysme. Huit hommes possèdent autant de richesses que la moitié de l'humanité. Sept humains sur dix résident dans un pays où les inégalités se sont accentuées ces trente dernières années<sup>iv</sup>, alors même que la démocratie n'a jamais été autant répandue sur le globe. Le niveau des libertés civiles et des droits politiques dans le monde recule chaque année davantage depuis plus d'une décennie<sup>v</sup>. Quand bien même un peuple s'opposerait à être massivement surveillé par son propre gouvernement, il n'aurait aucun poids politique pour mettre fin aux surveillances de l'ensemble des pays "alliés" de celui-ci. Toutes ces crises ont une caractéristique commune : elles sont mondialisées.

Il est juste de s'interroger sur les raisons d'une telle débâcle de l'humanité. Dans un *village planétaire*<sup>vi</sup>, l'existence même d'institutions représentatives nationales engendre nécessairement l'impossibilité de mettre en place le bien commun. Les politiques, contraints par une concurrence internationale féroce et par la nature des institutions politiques contemporaines, participent à une guerre économique et politique mondiale.

Les nations sont le problème et non la solution. La recrudescence du nationalisme ne provient pas des succès de la nation, mais davantage des conséquences de l'épouvantail que constituent les instances supra-nationales. L'Union Européenne, une instance supra-nationale créée pour combler les failles des États-nations, est devenue le moteur d'une guerre fiscale mondiale. La chute continue du niveau de taxation moyen des entreprises dans le monde depuis 30 ans conduirait, si elle se poursuit à ce rythme, à une moyenne mondiale de 0 % en 2052<sup>vii</sup>. Or, les instances supra-nationales sont souvent l'unique alternative envisagée par les politiques, tout en étant encore moins représentatives et démocratiques que les gouvernements nationaux. Et ce, dans un contexte où les citoyens se sentent déjà dépossédés de tout pouvoir politique.

Imparfaite par essence, oxymore contre nature, la démocratie représentative pouvait difficilement produire d'autres effets. Les défauts structurels de la démocratie représentative sont connus de longue date. Jusqu'au XVIIIe siècle, il était communément admis en philosophie politique que la démocratie ne pouvait s'appliquer sur de vastes territoires<sup>viii</sup>. L'échelle de l'imaginaire démocratique était celui de la cité. Ce postulat s'explique par un constat assez simple : plus le territoire est grand, plus les représentants élus sont différents socio-culturellement et géographiquement des représentés. En moyenne, on compte 146 000 habitants par parlementaire dans le monde<sup>\*ix</sup>. Les femmes, les jeunes, et les minorités sont exclus des parlements mondiaux. Alors qu'elles constituent près de 49,51 % de la population mondiale, les femmes ne représentent que 19,25 % des parlementaires. Tandis que l'âge médian de la population mondiale est de 28 ans<sup>x</sup>, les parlementaires ont en moyenne 53 ans<sup>\*\*</sup>. Dans la plupart des pays occidentaux, le constat est sans appel. Qui que vous soyez et quelles que soient vos idées, il y a de grandes chances que vous soyez représenté par un homme blanc de plus de 50 ans, issu de la catégorie professionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures<sup>xi</sup>.

La naissance des démocraties représentatives est issue d'un compromis historique entre les forces politiques à une période où l'échelle politique pertinente était celle de la nation. L'objectif n'est alors pas de créer une démocratie, un terme décrié à l'époque<sup>xii</sup>, mais bien de créer une élite dirigeante pour mettre fin à l'hégémonie royale sur le pouvoir. L'aversion de nos ancêtres pour la démocratie est alors notamment justifiée par le manque d'instruction des citoyens. Alors que l'écrit est devenu l'outil de communication institutionnel principal, on ne compte que 6 000 étudiants à Paris en 1789. Dans toute l'Europe, on dénombre seulement 48 000 étudiants en 1848<sup>xiii</sup>. C'est un contraste évident avec la démocratie athénienne, dominée par le mode de communication oral<sup>xiv</sup>, une forme de communication maîtrisée de tous ses citoyens. Les citoyens athéniens s'instruisaient en participant aux prises de décisions collectives. Le développement du mode de communication écrit, d'États gouvernant de vastes territoires, a inversé ce rapport. Désormais, il faut maîtriser l'écrit et être instruit pour gouverner.

Ce lien entre pratique démocratique et moyen de communication dominant est essentiel. En effet, le développement de l'imprimerie, conjointement à celui des langues vernaculaires<sup>\*\*\*</sup>, a grandement

---

\* Soit un total de moins de 50 000 parlementaires dans le monde, un nombre inférieur à 250 par pays en moyenne.

\*\* En théorie, cet âge avancé permettrait de prendre des décisions plus sages. En vérité, la classe politique, dépassée par l'innovation technologique et principale bénéficiaire du statut-quo, constitue un puissant frein au changement.

\*\*\* Une langue vernaculaire est une « langue parlée seulement à l'intérieur d'une communauté, parfois restreinte (par opposition à la langue véhiculaire) », d'après la définition du Larousse.

participé à l'émergence d'une communauté imaginaire : la nation<sup>xv</sup>. Si le développement de l'imprimerie et de l'écriture a réellement été déterminant dans l'apparition de l'idée de nation, l'apparition d'une nouvelle technologie, aussi disruptive et importante qu'Internet, pourrait avoir des répercussions plus profondes que celles envisagées auparavant. Aujourd'hui, plus de 80 % des habitants des pays développés ont accès à Internet. La démocratie directe correspondait aux cités, dans lesquelles l'oral constituait le mode de communication dominant. La démocratie représentative correspondait aux nations où l'écrit s'était imposé. Reste à construire un système complet correspondant à notre société globalisée communiquant sur Internet.

**L'ambition de ce manifeste est de créer un nouveau paradigme politique : mettre en place une démocratie mondiale grâce à Internet mais surtout à une nouvelle technologie, la Blockchain.**

Pour mettre en place ce nouveau paradigme, plusieurs difficultés doivent nécessairement être résolues. Il est essentiel de comprendre la nature des maux afin de pouvoir appliquer des remèdes adaptés. Si nos institutions politiques contemporaines sont le produit de deux siècles d'immobilisme<sup>xvi</sup>, alors il est essentiel de comprendre les raisons de cet immobilisme. Sans cela, aucune proposition ne serait crédible, car l'analyse n'intégrerait pas les conditions de sa propre réalisation. Le problème fondamental est le suivant : *Quel homme politique accepterait de mettre en place une modification d'un système qui le déposséderait de son pouvoir ?* Remplacer le pouvoir ne modifie pas pour autant la logique globale des institutions. D'où l'échec d'une partie du printemps arabe, qui trouvait son origine dans un idéal démocratique mais n'a finalement abouti qu'au pouvoir d'une nouvelle caste lorsque cet idéal ne fut pas écrasé<sup>xvii</sup>.

L'histoire a montré combien il est difficile de changer les habitudes humaines et les institutions. C'est pourquoi l'échelle locale constitue l'unique échelle réaliste du changement. De nombreuses initiatives ont vu le jour à travers le monde, mais très peu ont pu s'exporter. La Commune est la synthèse d'un mouvement local, fondé sur la participation et la décentralisation, et de son ambition, internationale voire universelle<sup>xviii</sup>. Son système est conçu en incitant ses citoyens à l'exporter, afin qu'elle se généralise.

La résilience d'un tel système face aux pouvoirs traditionnels est l'une des clés du changement. L'anthropologie contemporaine confirme que des milliers de sociétés étaient basées sur l'auto-organisation ainsi qu'une forme de consensus plus démocratique que nos régimes contemporains<sup>xix</sup>. Environnementalement plus durables et socialement plus justes, nombreuses sont celles qui n'ont pu résister non pas à la force des idées, mais à la force tout court. Or, la technologie Blockchain pourrait permettre de protéger à terme ces Communes.

La technologie Blockchain constitue sans doute l'invention la plus disruptive depuis les débuts d'Internet\*. Il est encore difficile d'en saisir les conséquences ; comment expliquer avant 1989 et l'invention du *World Wide Web* le potentiel d'Internet ?\*\* Dans les faits, il s'agit d'une « *technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle* »<sup>xx</sup>. Elle constitue « *une base de données qui contient l'historique de tous les échanges effectués entre ses utilisateurs depuis sa création. Cette base de données est sécurisée et distribuée : elle est partagée par ses différents utilisateurs, sans intermédiaire, ce qui permet à chacun*

---

\* Elle constitue selon nous, l'une des deux inventions (la deuxième étant CRISPR-9) les plus importantes depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle.

\*\* Lorsque nous avons présenté ce projet en 2014, elle semblait encore majoritairement inconnue du grand public. Depuis, les choses se sont rapidement accélérées et il semblerait que l'année 2018 annonce un intérêt sans précédent porté à cette technologie.

de vérifier la validité de la chaîne. »<sup>xxi</sup>. Ses applications potentielles recouvrent une grande part des activités humaines, mais ce n'est pas l'objet de notre propos ici.

Ce que nous retiendrons c'est que, malgré la récurrence des attaques de divers gouvernements contre le Bitcoin, vaisseau amiral de la technologie Blockchain, ce dernier a révélé sa nature anti-fragile. Il a non seulement montré l'incapacité des États à pouvoir détruire une telle technologie, mais également souligné sa capacité à se renforcer lorsqu'on l'attaque. En quelques années, le Bitcoin a prouvé qu'il était possible de créer de la monnaie de manière décentralisée, ce qui, de par son ampleur, constitue un phénomène unique dans l'histoire. Le Bitcoin constitue l'avènement d'un système concurrent aux traditionnelles Banques centrales, non seulement non démocratiques, mais souvent également polluées par les intérêts financiers.

Grâce à la Blockchain, la création monétaire n'est plus nécessairement corrélée à la création d'une dette\*, ce qui constitue déjà, en soi, une véritable révolution. Le remboursement de ces dettes est l'un des principaux moteurs du capitalisme contemporain. Nous ne cherchons pas à encenser le Bitcoin, critiquable sur de nombreux aspects\*\*. Il s'agit simplement de reconnaître sa résilience face aux plus puissants des États-nations. De même qu'il semble impossible de détruire Internet\*\*\* ou le Bitcoin, **une Commune Blockchain serait en théorie indestructible.**

Une Commune Blockchain pourrait, à la condition d'être conçue en tant que système démocratique et de posséder les outils de sa propre expansion, débiter dans n'importe quelle ville ou village avant de progressivement s'étendre au monde. Son succès ne serait pas déterminé par le pouvoir en place, mais davantage par la volonté de ses citoyens. La Blockchain apporte ce qui manquait à Internet : la sécurité.

**Ce modèle que nous proposons est d'essence décentralisée, autonome, évolutive et démocratique. Il s'agit d'un projet citoyen, et donc nécessairement open source.** Nous allons en définir plus explicitement les contours.

Dans sa version la plus épurée, la Commune Blockchain pourrait se limiter à un contrat intelligent<sup>xxii</sup> sur une Blockchain déjà existante telle que l'Ethereum, ou toute autre Blockchain qui constitue une plateforme\*\*\*\*. En principe, cette autogouvernance communale basée sur la Blockchain est simple. Chaque Commune décide démocratiquement de rejoindre ou non le système, à travers un vote "traditionnel" - qui ne se déroule pas sur la Blockchain. Pour qu'un tel vote puisse se produire, un certain nombre de conditions doivent déjà être réunies. Il sera probablement plus facile pour des communes situées dans des pays dits démocratiques de rejoindre le système que pour celles situées dans des régimes totalitaires.

---

\* Début 2018, la dette mondiale est d'environ 170 000 milliards de dollars, soit 240 % du PIB de la planète, un chiffre en quasi constante augmentation depuis les années 2000.

\*\* Parmi les nombreuses critiques, notons que le Bitcoin est réparti de façon très inéquitable : il n'y a jamais eu plus de 1 100 000 adresses uniques (<https://blockchain.info/charts/n-unique-addresses>), 1 000 personnes contrôlèrent près de 40% des Bitcoins existants, le top 100 en contrôlerait près de 17,3 % (<https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-12-08/the-bitcoin-whales-1-000-people-who-own-40-percent-of-the-market>), le Bitcoin est assez lent (un block toutes les 10 minutes) et sa preuve de travail est énergivore.

\*\*\* Il est possible de détruire certains des serveurs du *World Wide Web*. Toutefois, il faudrait détruire les ordinateurs et smartphones de près de 3,81 milliards d'internautes. Il est vrai que le réseau connaîtrait de nombreuses difficultés si l'on détruisait les 428 câbles sous-marins qui traversent la planète, mais cela ne suffirait pas à le détruire.

\*\*\*\* Il existe à l'heure actuelle trois grands types de Blockchain : les cryptomonnaies, comme le Bitcoin, les plateformes, sur lesquelles peuvent tourner des applications décentralisées (dApps), la plus connue étant Ethereum, et des Blockchains ayant une application spécifique, comme Siacoin par exemple, qui constitue une Dropbox décentralisée.

Si une Commune vote effectivement en faveur de ce système, elle choisit elle-même l'ensemble des termes de sa gouvernance. Concrètement, chaque Commune constitue simplement un registre sur la Blockchain composé de l'ensemble des citoyens – selon le principe une adresse\* = un citoyen de la Commune. Un second registre est composé de l'ensemble des lois. Seul le parrain dispose du pouvoir d'ajouter ou supprimer une adresse (et donc un citoyen) de la Commune, tandis que seul l'ambassadeur a le pouvoir de créer une nouvelle commune. Notre modèle repose donc dans sa version simplifiée sur la création de 4 entités ; *le citoyen, la loi, le parrain, l'ambassadeur, l'exécutant* ainsi qu'une facultative ; *le représentant*.

Grâce à ces cinq catégories, le système fonctionne de manière entièrement autonome, démocratique, et peut être facilement étendu au monde entier. *Le citoyen* constitue l'unité de base du système. C'est lui qui participe à la création ou aux votes des autres entités. Il peut, grâce à la démocratie liquide, déléguer son vote à un citoyen de son choix sur des thèmes particuliers ou non. *La loi* est à l'origine une proposition citoyenne. Elle s'applique si une majorité de citoyens la vote\*\*. Elle doit être comprise au sens large ; toute décision qui concerne la Commune constitue une loi. Ainsi, étendre un service de bus dans la Commune peut constituer une proposition. *Le parrain* est désigné par un tirage au sort ou élu pour un temps donné. Il est responsable d'ajouter ou de supprimer des citoyens dans la Commune selon les termes exigés par la Commune. *L'ambassadeur* est tiré au sort ou élu pour des périodes à définir. Il a le pouvoir d'exporter le modèle communal dans une autre cité souhaitant rejoindre ce modèle. En bref, lui seul peut créer une Commune. Il a la responsabilité (pénale) de s'assurer que cette Commune a démocratiquement décidé de passer sous le modèle. Suite au vote des habitants, l'ambassadeur instaure les conditions initiales de la Commune. *L'exécutant* est élu ou tiré au sort en tant que pouvoir exécutif si nécessaire. Enfin, *le représentant* peut jouer un rôle similaire à celui des démocraties représentatives. Il est donc possible qu'une Commune (ou un ensemble plus vaste) utilise ce système sans pour autant modifier son fonctionnement institutionnel. L'unique différence étant la possibilité pour les citoyens d'organiser des référendums d'initiative populaire, ces derniers étant aujourd'hui plébiscités par 90% des citoyens<sup>xxiii</sup>. L'évolution n'est donc pas contrainte, elle est simplement rendue possible.

Lorsque plusieurs communes décident de constituer un ensemble supérieur, un vote confirme ou non cette décision. Si ce rapprochement s'opère, il est désormais possible de proposer une loi au niveau communal, ou de l'entité plus vaste\*\*\* nouvellement constituée. Si deux décisions se contredisent, alors c'est celle de l'ensemble supérieur qui prime. Autrement dit, si une loi votée dans une Commune s'oppose à une autre d'un ensemble plus vaste auquel cette Commune est rattachée, c'est l'intérêt du plus grand nombre qui prime. L'intérêt le plus général passe donc toujours avant l'intérêt comparativement plus restreint. Ceci fonctionne parfaitement pour des ensembles intégrés dans le système.

La cohabitation entre le mode de fonctionnement traditionnel et le système communal est difficile à anticiper. Le système politique traditionnel semble être moins légitime puisqu'il se fonde sur la représentation. C'est l'une des raisons pour lesquelles à ces quatre catégories essentielles peuvent s'ajouter d'autres facultatives tel que des jurés, des policiers, ou d'autres catégories communales. En donnant la possibilité à chaque Commune de choisir et créer de nouvelles catégories, on permet aux communes de pouvoir coexister avec le système politique traditionnel si elle le souhaite, voire de s'insérer naturellement dans la nation en remplaçant l'administration municipale, ou simplement en

---

\* Il s'agit d'une adresse unique sur la Blockchain, et non d'une adresse postale ou d'une adresse email.

\*\* La Commune décide des termes d'une proposition. Il est ainsi possible d'envisager qu'une Commune décide de donner 24 heures aux citoyens pour voter une proposition lorsque cette dernière a recueilli un nombre suffisant de participants (~5 % des citoyens de la Commune).

\*\*\* De la région, du pays, voir d'autres échelles.

devenant un outil pour cette dernière. La Commune peut si elle le souhaite sortir de ce cadre, grandir et s'émanciper peu à peu des organes représentatifs nationaux.

Disposant d'un potentiel d'expansion infini, instaurable dans une ville, rien ne peut détruire la Commune Blockchain, hormis la propre volonté démocratiquement exprimée des participants d'en sortir. Nécessairement plus inclusive et efficace, nous pensons que cette possibilité ne se réaliserait qu'en présence d'un nouveau modèle analogue plus performant. Les possibilités semblent infinies, et il s'agit ici uniquement d'expliquer la colonne vertébrale d'un tel système. Libre ensuite aux communes de choisir démocratiquement le fonctionnement qui leur convient le mieux. Un pan entier d'étude s'ouvre donc à nous, afin de déterminer les atouts, défauts et conséquences des choix effectués par les communes. Jamais autant de possibilités en matière d'exercice démocratique n'auront été testées et comparées.

Il est possible d'aller plus loin afin d'augmenter les chances de succès d'un tel projet. A ce titre, il nous semble utile de construire une Blockchain spécifiquement dédiée à ce projet. C'est ce à quoi nous nous attelons, et c'est pourquoi nous produirons un *whitepaper* (descriptif) expliquant précisément le fonctionnement technique de cette nouvelle Blockchain. Avoir une propre Blockchain résout de nombreux problèmes. Ainsi, on pourrait créer une incitation financière (à partir de la cryptomonnaie de cette nouvelle Blockchain) conséquente pour la première Commune implantant ce système, et pour chaque Commune réussissant à exporter (à travers son ambassadeur) le système dans une nouvelle Commune. De telles incitations permettraient d'accélérer l'adoption de la Commune Blockchain dans le monde. Il est possible d'aller plus loin, et de créer une cryptomonnaie locale sur cette Blockchain dans chaque Commune, permettant ainsi aux citoyens de chaque Commune d'avoir le contrôle sur leur propre monnaie, de favoriser les échanges courts et qui pourrait même constituer un revenu de base au sein de la Commune. Le succès des monnaies locales à travers le monde semble attester de l'utilité de cette spécificité technique.

Dans un monde globalisé, une démocratie directe mondiale est devenue une nécessité. La structure nationale n'est plus à même de répondre aux défis qui s'imposent à elle, et devient peu à peu anachronique. Il ne faut pas pour autant être naïf. Ce nouveau paradigme nécessaire pourrait prendre du temps à s'imposer. La résilience au changement des gouvernements représentatifs a montré que rien n'est acquis, que ce n'est sans doute pas avec eux, mais contre eux qu'il s'opérera. C'est pourquoi ce projet interactif, décentralisé, évolutif, autonome et indestructible constitue à notre avis l'une des rares chances de sauver la démocratie.

Plus que jamais, la démocratie est d'actualité. Les défis auxquels nous sommes désormais confrontés nécessitent plus de démocratie et non l'inverse. Il serait dramatique d'attribuer les blocages et les dysfonctionnements du modèle actuel à un autre phénomène qu'à celui de la représentativité. Car c'est elle, et ses conséquences, qui sont la source de nos maux. Même si la route est périlleuse, elle est nécessaire. C'est le prix de la démocratie. Dans son livre encore âprement débattu aujourd'hui, Francis Fukuyama défendait sa théorie selon laquelle nous étions à *La Fin de l'Histoire*. Celui-ci, de la même façon qu'Hegel voyait une raison dans l'histoire, supposait que le capitalisme libéral avait triomphé de tous les autres modèles et qu'à ce titre, nous avons atteint un terminus. Pourtant, jamais les pages qu'il nous reste à écrire ne nous ont paru si importantes pour l'histoire de l'humanité, pour sa survie dans le futur. Si le modèle que nous proposons triomphe, ou un autre qui lui serait similaire, ce serait la fin du combat pour le pouvoir. Désormais, il ne s'agirait plus d'hommes, d'ambitions, mais d'idées, de raison. Alors, peut-être, ce sera véritablement la Fin de l'Histoire.

- i ABITEBOUL, Serge & DOWEK, Gilles, *Le temps des algorithmes*, Le Pommier, 2017, p.98.
- ii Par exemple, Public choice, 119:31-59 : 2004, *Are voters better informed when they have a larger say in politics ?*, Institute for Empirical Research in Economics, University of Zürich.
- iii [http://abonnes.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/07/10/la-sixieme-extinction-de-masse-des-animaux-s-accelere-de-maniere-dramatique\\_5158718\\_1652692.html](http://abonnes.lemonde.fr/biodiversite/article/2017/07/10/la-sixieme-extinction-de-masse-des-animaux-s-accelere-de-maniere-dramatique_5158718_1652692.html) : « un anéantissement biologique [...] Ils avaient calculé que les disparitions d'espèces ont été multipliées par 100 depuis 1900, soit un rythme sans équivalent depuis l'extinction des dinosaures il y a 66 millions d'années. 32 % des espèces étudiées déclinent en termes de population et d'étendue. »
- iv <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2017-01-16/huit-hommes-possèdent-autant-que-la-moitié-de-la-population> : « Seuls huit hommes détiennent autant de richesses que les 3,6 milliards de personnes qui représentent la moitié la plus pauvre de l'humanité, selon un rapport publié aujourd'hui par Oxfam à l'occasion de la rencontre annuelle de l'élite politique et économique à Davos. [...] Sept personnes sur dix vivent dans un pays où les inégalités se sont accentuées au cours des trente dernières années. Entre 1988 et 2011, les revenus des 10 % les plus pauvres ont augmenté de 65 dollars par an en moyenne, contre 11 800 dollars pour les 1 % les plus riches, soit 182 fois plus ».
- v Courrier international n°1413, p.30. : « En 2017, les autocrates ne se sont jamais aussi bien portés et, devant leurs coups de boutoir répétés contre les libertés, nos démocraties, soumises à des vents populistes et nationalistes, résistent mollement. Selon le dernier classement *Freedom in the World*, le niveau des libertés civiles et des droits politiques a reculé en 2016 pour la onzième année consécutive. »
- vi Cette expression de Marshall McLuhan est tirée de son célèbre livre *The Medium is the message*. Le développement des technologies de l'information et de la communication conjugué à la mondialisation a créé une nouvelle ère dans l'histoire de l'humanité. Qu'on le veuille ou non, nos sorts sont liés et nos problèmes sont désormais planétaires. C'est pourquoi nous avons choisi cette expression, tant elle semble représenter un moment particulier de l'histoire humaine, un nouveau défi dont nous ne sommes jusqu'ici pas à la hauteur.
- vii Ce phénomène est bien expliqué par le réseau d'ONG Eurodad. Voir : <http://www.eurodad.org/files/pdf/5a27a1bfc1266.pdf>
- viii Pour Aristote (*Politique*, 1326b3-7), par exemple : « Un État composé de gens trop nombreux ne sera pas un véritable État, pour la simple raison qu'il peut difficilement avoir une véritable constitution. Qui peut être général d'une masse si grande ? Et qui peut être héraut, sinon Stentor ? »
- ix Source : <http://archive.ipu.org/dem-f/gpr/media/index.html>
- x Pour l'âge médian de la population mondiale, nous utilisons les informations de l'INSEE, reprenant des données des Nations unies datant de 2005. Celles-ci sont disponibles à cette adresse : [www.insee.fr/fr/themes/documents.asp?ref\\_id=T10F036](http://www.insee.fr/fr/themes/documents.asp?ref_id=T10F036), consulté le 6 novembre 2015. Pour l'âge moyen des chefs d'État et de gouvernement, nous utilisons la carte du site [ici.radio-canada.ca](http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2015/10/23/008-carte-age-dirigeant-monde.shtml) qui couvre 190 pays : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/international/2015/10/23/008-carte-age-dirigeant-monde.shtml>, consulté le 24 octobre 2015.
- xi Au Brésil par exemple, « *Le profil-type du parlementaire élu fin 2014 reste celui d'un homme blanc, d'une cinquantaine d'années, titulaire d'un diplôme universitaire, chef d'entreprise et détenteur d'un patrimoine supérieur à 1 million de reais [environ 300 000 euros]* » d'après Edson Sardinha, du site *Congresso em Foco*.
- xii François Dupuis-Déri l'explique parfaitement dans cette vidéo ; *Démocratie : histoire d'un malentendu*, disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=KVVW5ogGDlts> [27mn].
- xiii ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities*, Verso, 2006, p.71.
- xiv *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris, Payot – 1976, p.63 : « *Le monde grec était fondamentalement un monde de la parole et non de l'écriture. L'information en matière d'affaires publiques était principalement diffusée par le héraut, le tableau d'affichage, les bavardages et les rumeurs, les rapports oraux et les discussions dans les diverses commissions et assemblées qui constituaient les rouages gouvernementaux.* »
- xv Ernest Renan expliquait dans *Qu'est-ce qu'une nation ?* : « *Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent : avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple* ».
- xvi Pour se convaincre de cet immobilisme, il suffit de lire ce texte écrit par Alexis de Tocqueville en 1830 : « *A l'approche de l'élection, le chef du pouvoir exécutif [le président] ne songe qu'à la lutte qui se prépare ; il n'a plus d'avenir ; il ne peut rien entreprendre, et ne poursuit qu'avec mollesse ce qu'un autre peut-être va achever. [...] Longtemps avant que le moment n'arrive, l'élection devient la plus grande, et pour ainsi dire l'unique affaire qui préoccupe les esprits. [...] De son côté, le président est absorbé par le soin de se défendre. Il ne gouverne plus dans l'intérêt de l'État, mais dans celui de sa réélection ; il se prosterne devant la majorité, et souvent, au lieu de résister à ses passions, comme son devoir l'y oblige, il court au-devant de ses caprices. A mesure que l'élection approche, les intrigues deviennent plus actives, l'agitation plus vive et plus répandue. Les citoyens se divisent en plusieurs camps, dont chacun prend le nom de son candidat. La nation entière tombe dans un état fébrile ; l'élection est alors le texte journaliser des papiers publics, le sujet des conversations particulières, l'objet de toutes les démarches, l'objet de toutes les pensées, le seul intérêt du présent. Aussitôt, il est vrai, que la fortune a prononcé, cette ardeur se dissipe, tout se calme, et le fleuve, un moment débordé, rentre paisiblement dans son lit. Mais ne doit-on pas s'étonner que l'orage ait pu naître ?* ». Près de deux

siècles plus tard, ce texte semble toujours aussi pertinent.

xvii C'est notamment le cas de l'Égypte. En 2010, la médiatisation de la mort de Khaled Saïd, tabassé par la police à Alexandrie, avait déclenché les larges manifestations place Tahrir, conduisant à la chute du dictateur Hosni Moubarak. Wael Ghonim, ancien directeur marketing de Google au Proche-Orient, a grandement participé à cette médiatisation en créant la page Facebook "Nous sommes tous Khaled Saïd". Suite à ces événements, il décide pourtant de rester silencieux à partir de l'été 2013 pendant plus de 2 ans. Lorsqu'on lui demande les raisons de son silence, ce dernier expliquait : « *J'ai fini par comprendre que la lutte à laquelle je participais était à somme nulle et que, sous couvert de lutte pour la démocratie, elle opposait deux camps qui voulaient simplement accaparer le pouvoir* ». Cette critique est très récurrente. Au Bénin, premier État africain à avoir organisé des élections libres en 1990, le politiste béninois Gilles Olakounlé Yabi expliquait : « *Le vrai problème, à mon sens, tient au fait que le système démocratique se résume à la tenue d'élections. Pour le reste, il s'avère extrêmement pervers et fonctionne sans aucun sens de l'intérêt général.* » Changer les institutions politiques ne peut se résumer à changer les hommes à leur têtes.

xviii C'est ce qu'expliquait Kristin Ross dans *Le Monde Diplomatique* : « *Le Paris d'alors ne voulait pas être un État, mais une entité autonome au sein d'une fédération internationale de peuples. L'échelle que privilégiait l'imaginaire communard était à la fois plus limitée et plus large que la nation. L'expression "République universelle" renvoyait à un ensemble de désirs, d'identifications et de pratiques qui ne se laissaient pas définir par le territoire de l'État ou circonscrire par la nation. [...] la répétition de ces deux termes ['Commune' et 'République universelle'] au long des dernières années de l'Empire, du siège de la capitale et de l'insurrection elle-même exprimait 'le désir des communards d'une vie sociale organisée selon les principes de la participation et de la décentralisation'. [...] Le terme "Commune" exprimait le souci de l'échelle d'action, le désir de l'autonomie locale, l'autosuffisance d'unités sociales assez petites et humaines pour que chacun se sente directement concerné par les détails de la vie quotidienne. La notion de "République universelle" représentait, elle, l'horizon internationaliste. Ensemble, les deux mots d'ordre dessinaient les contours d'un imaginaire puissamment non national.* »

Voir : <https://www.monde-diplomatique.fr/2015/05/ROSS/52944>

xix De nombreux ouvrages le confirment. Nous conseillons notamment « *Fragments of an anarchist anthropology* » de David Graeber.

xx D'après la définition de Blockchain France. Voir : <https://blockchainfrance.net/decouvrir-la-blockchain/c-est-quoi-la-blockchain/>

xxi Ibid

xxii D'après la définition de Wikipédia : « *Les contrats intelligents (en anglais Smart Contracts) sont des protocoles informatiques qui facilitent, vérifient et exécutent la négociation ou l'exécution d'un contrat, ou qui rendent une clause contractuelle inutile (car rattachée au contrat intelligent). Les contrats intelligents ont généralement une interface utilisateur et émulent la logique des clauses contractuelles. Les partisans des contrats intelligents affirment que de nombreux types de clauses contractuelles peuvent ainsi être partiellement ou totalement auto-exécutées ou exécutées à la validation ou les deux. Les contrats intelligents visent à assurer une sécurité supérieure à la mise en application de la loi sur les contrats et à réduire les coûts de transaction associés à la passation des contrats.* » Voir : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Contrat\\_intelligent](https://fr.wikipedia.org/wiki/Contrat_intelligent)

xxiii GRUNBERG, Gérard & MAYER, Nonna, « Démocratie représentative, démocratie participative », in Pascal Perrineau, *Le désenchantement démocratique*, Ed. De l'Aube, 2003, p.218, tiré de GARCON, François, *Le modèle suisse*, Perrin, 2011, p.99.